

Pourquoi exigeons-nous la rupture avec l'Union Européenne ?

Le POI ne veut pas sortir de l'Europe, qui est une réalité géographique, mais dénonce les institutions de l'Union Européenne, qui elles sont une construction politique. Dans le manifeste de fondation du POI, il est écrit : « À l'Union Européenne fondée sur des traités imposés aux nations et aux peuples contre leur volonté, nous opposons l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe ». « Nous nous prononçons pour la paix et le droit inconditionnel des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

L'Union Européenne organise une zone de libre échange dans laquelle la concurrence doit être libre et non faussée. Sont donc interdites « toutes aides accordées par les États ou aux moyens de ressources de l'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises » (article 87 du traité de Rome, 1957).

C'est cette disposition qui autorise et même qui oblige les États à mener des politiques de privatisation des services publics et de démantèlement des entreprises nationales. En France, cela se traduit par la privatisation de services publics tels qu'EDF, la Poste, la SNCF, etc.

Le traité de Maastricht en 1992 crée l'euro et surtout instaure cette obligation de limitation des déficits d'État, de régions, communes et structures sociales à 3 % du PIB. D'où toutes les attaques portées aux droits ouvriers, d'où la politique d'austérité, de diminution des dépenses publiques menée par chacun de nos gouvernements successifs (UMP ou PS), présentée comme incontournable en raison de nos obligations européennes.

Les obligations ont été renforcées par le traité de Lisbonne, adopté en 2007. Le contenu de ce traité est le même que celui du traité constitutionnel européen, rejeté par référendum en 2005. Il renforce le pacte de stabilité et les contraintes liées à l'exigence de la réduction des déficits publics.

Clairement rejeté par le peuple français, les dirigeants de l'Europe ont contourné ce refus au mépris de toute démocratie.

En 2012, le gouvernement Hollande-Ayrault a fait ratifier par le Congrès le traité appelé TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance). Pour cela, il a fallu modifier la constitution française pour y introduire la « règle d'or » de limitation des déficits publics à 3 % du PIB.

Ce traité permet un contrôle accru de la Commission européenne sur les plans de réduction des déficits des États qui, non seulement, ne doivent pas dépasser 3 % du PIB mais doivent même converger vers 0,5 % et sur les plans de remboursement de la dette (qui ne doit pas dépasser 60 % du PIB). La Commission européenne contrôle les budgets nationaux avant leur présentation aux Parlements nationaux.

Voilà pourquoi le gouvernement Hollande-Valls met tant d'énergie à défendre son pacte de responsabilité, soutenu par l'UMP, et malgré l'opposition des électeurs qui s'est exprimée lors du scrutin municipal. En ce moment-même, le gouvernement présente sa feuille de route de 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques à la Commission européenne qui approuvera ou non le respect des traités européens. Dans le cas contraire, des sanctions financières pourraient être décidées.

Ce « gouvernement de combat » applique la politique de régression sociale voulue par la Troïka (Banque Centrale Européenne, Union Européenne, FMI). Et nous impose une politique d'austérité s'attaquant à tous les droits et garanties des peuples.

Soutenir l'Union Européenne c'est accepter la dictature du capital financier. Un gouvernement décidé à mener une politique conforme aux intérêts de la population n'aurait d'autre choix que de rompre avec l'Union Européenne.

Non à l'Union européenne ! Non au Parlement européen !

Non aux traités européens ! Non à l'austérité !

Non au pacte de responsabilité !

**Oui à l'union libre et fraternelle des peuples et des nations d'Europe
débarassés des traités européens**

**Venez en discuter avec nous lors de notre
prochaine réunion publique :
Mercredi 14 mai à 20 h à la Maison des Associations**

POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

ROMPRE
AVEC L'UNION
EUROPÉENNE

ROMPRE
AVEC LE GOUVERNEMENT
HOLLANDE-AYRAULT,

et sa politique
anti-ouvrière
et anti-démocratique !

POI PARTI OUVRIER **L** INDÉPENDANT

“Pour le socialisme, la République et la démocratie”

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

RÉUNION PUBLIQUE

MERCREDI 14 MAI 20 H

MAISON DES ASSOCIATIONS

1a Place des Orphelins Strasbourg